

# Premiers contacts au camp de Nyarushishi

Stephen Smith

Libération, 25 juin 1994

**A quinze kilomètres de la frontière zairoise, des soldats français ont pris position pour protéger 8 000 réfugiés tutsis. Parmi les principales difficultés de leur mission : convaincre toutes les parties de la neutralité de la France.**

Nyarushishi, envoyé spécial

Des collines en pente douce, d'un vert vif presque irréel, celui du thé qui, à perte de vue, est cultivé ici. Dans ce décor bucolique, les trois protagonistes du drame ne semblent pas jouer dans la même pièce : les «déplacés» tutsis, 8000 environ, installés sous des bâches bleues fournies par la Croix-Rouge, ne pensent qu'à se réfugier, de l'autre côté de la frontière, au Zaïre tout proche ; les soldats français, une vingtaine, patrouillent, l'arme au poing, ne sachant pas au juste s'il leur faut garder ou évacuer les civils placés sous leur protection ; enfin, le préfet de la région se déclare «enthousiaste» de l'intervention française et refait l'histoire, très langue de bois. « Nous n'avons rien à nous reprocher. C'est du côté des rebelles qu'on commet les pires exactions », affirme-t-il. Le colonel Didier Thibaut, de la 11<sup>e</sup> Division parachutiste basée à Toulon, tire sur sa pipe. Un ange passe.

Depuis Bukavu, la ville frontière zairoise où l'armée française a installé son « poste de commandement Sud », l'itinéraire est quasiment fléché pour arriver à Nyarushishi, le premier camp de « civils menacés » sécurisé par la force humanitaire d'intervention. « Vive la France, vive Mitterrand, vive la France au Rwanda. Nous remercions la France pour son intervention », indique, à peine 500 mètres à l'intérieur des terres rwandaises, une pancarte sur le bas-côté de la route. Puis, pour ne pas se tromper sur les rédacteurs de ces amabilités, la dernière ligne précise : « FPR = tueurs, assassins, dictateurs minoritaires. » Voilà pour

l'ennemi supposé commun : les rebelles du Front patriotique rwandais. Par la suite, laissant sur la gauche Cyangugu, la ville frontière côté rwandais, de simples panneaux « Vive la France » indiquent le chemin. De temps à autre, on croise un véhicule arborant un fanion tricolore. Ce n'est pas l'armée française mais ses « supporters » rwandais.

Treize kilomètres plus loin, au bout d'une piste à droite, se situe enfin le refuge jusqu'alors précaire des Tutsis. Venus d'un peu partout dans la préfecture, ces rescapés sont les rares survivants des massacres du mois d'avril. Certains d'entre eux ont été longtemps enfermés au stade de Cyangugu, si proche de la frontière que les expatriés, côté zairois, entendaient la nuit non seulement les tirs mais, surtout, les cris des victimes achevées à la machette. Ils étaient plus de 5000 le 20 avril, à l'arrivée de la Croix-Rouge internationale (CICR). Ils n'étaient plus que 3000 un mois plus tard. Puis ils ont été délogés vers Nyarushishi pour être « en sécurité ». Le jour du transfert, certains bus ne sont jamais arrivés. Aujourd'hui, les réfugiés tutsis à Nyarushishi ne craignent plus que le départ des Français.

Même le survol par un hélicoptère de combat Puma ne provoque pas de panique dans le camp. Pourtant, jeudi soir, à l'arrivée des premiers éléments de la force de protection, les Tutsis étaient convaincus que les Français venaient pour les tuer. « J'ai rassemblé leurs responsables, nous nous sommes assis dans l'herbe, raconte le colonel Thibaut. Je leur ai expliqué que nous n'avions pour seule tâche que de les protéger. Alors, c'a été la liesse. » Le même message passe moins bien chez les partisans du « gouvernement intérimaire » et, en particulier, chez le préfet. « Ils nous ont acclamé à notre arrivée, aux cris de »

Vive la France, mort au FPR ? . Mais une fois que je leur ai dit qu'on n'allait pas se mêler de leur guerre, ni d'un côté ni de l'autre, il y a eu un froid. » Le colonel Thibaut sourit, comme satisfait. Sa mission, ici, consiste à apporter la preuve de la neutralité humanitaire de la France, à gagner, par des actes de secours concrets, la confiance du FPR. C'est loin d'être fait. Pour l'instant, les rebelles se méfient toujours des intentions françaises et, selon le témoignage d'humanitaires travaillant de leur côté, évacuent leur zone de civils « en prévision de combats ». Hier soir, les Français n'étaient encore qu'environ 150 dans la préfecture de Cyangugu, d'autres soldats ayant pénétré dans le Rwanda au nord, à partir de Goma, le PC principal, en raison de sa piste gros porteurs. « Dans le nord, parce que le siège du gouvernement rwandais se trouve à Gisenyi. il y a pour nous trop de problèmes, a confié un militaire français. Ils cherchent à nous récupérer à tout prix, mais on ne se compromettra pas. On avancera d'abord ici pour prouver notre bonne foi. » Dans les jours à venir, cette pénétration en terre de massacres s'effectuera le long de trois axes principaux : vers le sud-est, en direction de Bugarama où se trouveraient 15000 rescapés tutsis ; vers l'ouest, dans la forêt de Nyungwe où, jusqu'à présent, ni organisations humanitaires ni journalistes ne se sont aventurés ; enfin, vers le nord, le long du lac Kivu en direction de Kibuye où un mouvement similaire, depuis le nord, pourrait permettre aux troupes françaises d'opérer une première jonction. Avancant méthodiquement, dans le calme, quitte à donner au préfet de Cyangugu « l'ordre » de lever les barrages montés par ces miliciens qu'il préfère appeler « le peuple en armes » le contingent français ne cherche nullement à occuper au plus vite le terrain « Nous partons en reconnaissance nous recherchons, outre des camps de réfugiés, des rescapés qui se cachent par petits groupes ou individuellement Car ceux-là sont les plus menacés » explique le colonel Thibaut.

L'autre raison, tacite : le pays étant si petit (il a la superficie de la Bretagne) les forces françaises ne tiennent pas à précipiter une confrontation avec les rebelles. Ainsi, d'un point de vue humanitaire, percer jusqu'à Butare, la seconde ville du pays, serait intéressant. Seulement, le FPR, poussant depuis l'est, n'est plus qu'à une dizaine de kilomètres de l'agglo-

mération ? « Il faut aller en zone FPR ! L'armée française doit secourir aussi nos civils, pris en otage par les rebelles », a insisté hier Emmanuel Bagambiki, le préfet de Cyangugu. Dans les circonstances actuelles, c'est un appel aux armes. « Il y a des déplacés hutus, à Kirambo notamment. Nous nous en occuperons », a coupé court le colonel Thibaut, indiquant une concentration des réfugiés intérieurs hutus, sur la rive du lac Kivu à une cinquantaine de kilomètres du nord de Cyangugu. « Pour le reste, j'attends des instructions. »

Il en va de même pour le désir des rescapés tutsis de se mettre définitivement en sécurité en traversant la frontière avec le Zaïre. En l'occurrence, le commandement français ne sera pas seul à prendre la décision. Jusqu'à présent soucieuses des tensions que créerait cette présence, les autorités zaïroises n'ont guère voulu des réfugiés tutsis sur leur sol. En attendant que se précise sa mission...

Stephen SMITH